

Bilan désastreux de la législature : le centre-gauche affaiblit la Suisse !



Conférence de presse de l'UDC Suisse
Bilan de législature 2019-2023

septembre 2023

La politique désastreuse du centre-gauche en 10 points

Conformément à ses promesses électorales, le groupe UDC s'est engagé pour la Suisse au cours de la législature 2019-2023. Le bilan de 4 années de majorité de centre-gauche au Parlement est toutefois accablant et nous devons corriger cette politique le 22 octobre. Pour cela, il faut plus d'UDC au Palais fédéral !

L'afflux de dizaines de milliers de migrants demandeurs d'asile pousse les cantons et les communes à bout. Rien qu'au niveau fédéral, l'asile coûtera cette année 4 milliards de francs aux contribuables. Partout où il y a des problèmes non résolus, les causes sont étroitement liées à l'immigration effrénée dans notre petit pays : pénurie de logements, hausse des loyers, manque d'électricité, embouteillages, trains bondés, primes d'assurance maladie toujours plus chères, bétonnage de notre pays, baisse du niveau scolaire, explosion de la criminalité...

La politique climatique idéologique met également en péril un approvisionnement énergétique sûr et abordable et pousse les prix de l'électricité et de l'énergie toujours plus vers le haut. Des impôts et des taxes toujours plus élevés pèsent sur les familles, la classe moyenne et les entreprises. L'érosion de la neutralité suisse met en danger notre paix et notre stabilité. Les nouvelles tentatives de rapprochement avec l'UE visent la liberté et la souveraineté de la Suisse ainsi que la démocratie directe : les citoyens suisses voient leurs droits toujours plus restreints.

L'UDC est le seul parti à prendre systématiquement le contre-pied et défendre le modèle de réussite suisse. Le 22 octobre, il faut empêcher par tous les moyens un nouveau virage à gauche ! Nous avons urgemment besoin à Berne de plus de politiciens UDC, qui s'engagent pour une Suisse indépendante et des conditions-cadres optimales pour l'économie. Le renforcement du groupe UDC au Parlement fédéral permettra de préserver nos valeurs traditionnelles suisses et de protéger notre patrie, pour un avenir sûr et libre !

En 10 points, nous montrons ci-dessous ce que l'UDC défend et comment les autres partis affaiblissent la Suisse en s'attaquant aux fondements de notre succès politique, social et économique.

1. Mettre fin au chaos de l'asile

Chaque année, des centaines de milliers de demandeurs d'asile - surtout des jeunes hommes - arrivent en Europe. Ils arrivent avec des bandes de passeurs criminels et choisissent le pays d'asile offrant le meilleur confort social. La Suisse en est un exemple : pour 2023, la Confédération prévoit jusqu'à 40'000 demandes d'asile. Plusieurs cantons ont déjà déclaré l'état d'urgence en matière d'asile. L'UDC est le seul parti à lutter systématiquement contre ce chaos. Elle s'oppose à l'expulsion de locataires suisses pour faire de la place aux demandeurs d'asile. Elle se bat pour un contrôle systématique de nos frontières et pour que les demandes d'asile ne puissent plus être déposées que dans des zones de transit dédiées. Elle fait pression pour que les personnes déboutées quittent effectivement la Suisse. Les criminels étrangers doivent enfin être expulsés de façon conséquente.

L'asile pour le monde entier

Le centre-gauche, en revanche, exige la mise en œuvre du pacte de l'ONU sur les migrations et donc l'introduction d'une libre circulation globale des personnes, y compris pour les demandeurs d'asile. La conseillère fédérale socialiste Elisabeth Baume-Schneider a lancé un nouveau cycle de la « culture de l'accueil » : elle affirme que la Suisse peut accueillir tous les demandeurs d'asile qui arrivent sur son territoire. Le PS veut remplacer l'admission provisoire par le statut encore beaucoup plus généreux « d'accueil humanitaire » et ouvrir la Suisse au monde entier. La gauche veut également développer les prestations sociales coûteuses pour les demandeurs d'asile ; elle exige un droit de séjour permanent pour tous ceux qui sont ici depuis 10 ans, regroupement familial compris !

2. Pas de Suisse à 10 millions d'habitants

Depuis l'an 2000, la population suisse a augmenté d'environ 1.5 million de personnes. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires viennent s'y ajouter, principalement en raison de l'immigration liée à l'asile et de la libre circulation des personnes avec l'UE. Cette année, notre petit pays pourrait encore accueillir bien plus de 100'000 personnes supplémentaires.

La population suisse en subit les conséquences : pénurie de logements, manque d'électricité, embouteillages sur les routes, trains et bus bondés, revenu par habitant stagnant, primes d'assurance maladie toujours plus élevées, œuvres sociales endettées, bétonnage de nos beaux paysages, baisse du niveau scolaire et hausse de la criminalité. Cela ne peut pas continuer ainsi ! C'est pourquoi l'UDC a lancé l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions d'habitants ! » (initiative pour la durabilité)

Soyez les bienvenus par millions !

Tous les autres partis font fi de la volonté populaire (notamment des « oui » à l'initiative contre l'immigration de masse et au renvoi des criminels étrangers) et refusent la limitation de l'immigration décidée par le peuple et les cantons. Ils veulent une Suisse à 10, 15 ou même 20 millions d'habitants. Ils ont approuvé un postulat des Vert'libéraux qui demande au Conseil fédéral de dresser un « tableau positif d'une Suisse à 10 millions d'habitants » et ferment les yeux sur les graves conséquences de l'immigration de masse, notamment pour notre nature et notre environnement.

3. Pas de reprise automatique du droit de l'UE ni de soumission à la Cour de justice de l'UE

Sous la direction du conseiller fédéral UDC Guy Parmelin, l'accord institutionnel a été enterré le 21 mai 2021. Malgré cela, le Conseil fédéral prévoit encore cette année une nouvelle édition de l'accord-cadre : reprise automatique du droit de l'UE, soumission à la Cour de justice de l'UE, sanctions en cas de non-respect des prescriptions de l'UE ou encore paiement de « taxes d'accès au marché » annuelles se chiffrant en milliards. L'accord fait fi de l'indépendance de notre pays, des droits du peuple suisse, de la neutralité et du fédéralisme. Il équivaldrait à un abandon de la Suisse. L'UDC s'opposera de toutes ses forces à la nouvelle édition de l'accord-cadre !

Adhésion rampante à l'UE

Les Vert'libéraux sont à la tête des europhiles sous la coupole fédérale et demandent l'adhésion de la Suisse à l'UE. La gauche rose-verte dit oui à la reprise du droit européen, aux juges étrangers ou à l'accès direct à nos prestations sociales pour les citoyens européens immigrés. Le refus actuel d'un accord-cadre par les syndicats peut rapidement basculer en approbation avec des concessions dans le domaine de la protection des salaires. L'UDC reste la seule force politique fiable qui s'oppose à un lien encore plus étroit avec l'UE.

4. Non à la folie du genre et la culture « woke »

L'UDC combat avec véhémence la *cancel culture*, c'est-à-dire l'effacement, le blocage et la suppression de propos déplaisants, et donc l'exclusion sociale de ceux qui ne pensent pas comme elle. Le droit à la liberté d'expression est inviolable. Les dérives de l'idéologie du genre et du transgenre doivent être stoppées. Nos enfants doivent en être protégés, notamment dans les écoles. Les garçons doivent encore pouvoir être des garçons et les filles des filles. Il faut mettre un terme à la censure et à la manipulation d'œuvres culturelles : On pense par exemple à l'œuvre d'Agatha Christie, une parmi bien d'autres qui font l'objet de « réécriture » plus « inclusive » par des comités de censure. L'UDC s'engage résolument en faveur d'une société libérale.

L'intolérance des tolérants

Le culte de la consternation nourri par la gauche rose-verte a pour objectif de faire passer les prétendues discriminations des minorités avant les préoccupations de la majorité. Les minorités radicales veulent dicter à la majorité comment elles doivent vivre et ce qu'elles peuvent encore dire. Comme le confirment les études, la gauche, oh combien tolérante, est particulièrement intolérante. Voter à gauche, c'est choisir la voie de l'absence de liberté.

5. Renforcer la sécurité de l'approvisionnement

En raison de la forte immigration, le taux d'autosuffisance net en denrées alimentaires indigènes est tombé sous la barre des 50%. En temps de crise, notre sécurité alimentaire est gravement menacée et en raison de l'échec de la Stratégie énergétique 2050, qui prévoit l'abandon de l'énergie nucléaire et des énergies fossiles, la Suisse risque de connaître une dangereuse crise énergétique et des prix encore plus élevés dans les années à venir. L'UDC est le seul parti à s'engager sans réserve en faveur d'un approvisionnement énergétique sûr et abordable et d'une alimentation indigène suffisante. Elle dit non aux interdictions de technologies et mise sur des solutions réalistes plutôt que sur des expériences idéologiques.

Une pénurie d'électricité aux conséquences catastrophiques

La politique énergétique de la gauche rose-verte entraîne une pénurie d'électricité aux conséquences catastrophiques. Les énergies éolienne et solaire ne peuvent à elles seules combler les déficits d'électricité en hiver. Seules les centrales nucléaires, diabolisées par la gauche-verte, fournissent suffisamment d'énergie dite en ruban. Parallèlement, ces mêmes milieux de gauche rose-verte bloquent le développement de l'énergie hydraulique : ils ont empêché pendant 20 ans le rehaussement du barrage du Grimsel. L'agriculture est également sans cesse couverte de nouvelles prescriptions écologiques. Résultat : les familles paysannes suisses peuvent produire de moins en moins, les denrées alimentaires, ces dernières deviennent plus chères ou doivent être importées de l'étranger.

6. Renforcer la famille et la classe moyenne

Depuis le virage à gauche lors des élections de 2019, la famille traditionnelle est de plus en plus affaiblie, la classe moyenne gémit sous le renchérissement de l'énergie, des loyers et de la consommation. L'UDC s'y oppose. Elle soutient la suppression de la pénalisation du mariage dans les impôts et l'abolition de la valeur locative. En revanche, elle s'oppose fermement à l'octroi de nouveaux fonds fédéraux de plusieurs milliards de francs pour la garde externe des enfants.

Un appareil d'État hypertrophié

Ce n'est pas seulement depuis les déficits records des années Corona que la majorité de centre-gauche a ouvert les vannes : L'État dépense toujours plus d'argent. Les employés fédéraux gagnent un tiers de plus que les personnes travaillant dans le secteur privé, en moyenne plus de **125'000** francs par an. Les dépenses fédérales augmentent massivement : en 2000, le total des dépenses s'élevait à 47.1 milliards. Pour cette année, 86.2 milliards sont déjà prévus. Une augmentation de 39.1 milliards. Qui paie ? La classe moyenne qui travaille dur et les contribuables.

7. Oui à la neutralité et à l'autodéfense

Depuis la fin de la guerre froide, l'armée suisse a été tellement vidée de sa substance qu'elle ne peut plus garantir la sécurité de la population suisse et l'intégrité territoriale de la Suisse. Elle manque de tout : effectifs, armes et équipements. Dans le même temps, les autres partis trahissent la neutralité armée perpétuelle et veulent pousser la Suisse dans les bras de l'OTAN. L'UDC a exigé avec succès que les moyens financiers alloués à l'armée passent de 5 à 7 milliards de francs et, à terme, jusqu'à 1% du PIB. L'effectif théorique doit être augmenté d'au moins 20'000 militaires. L'initiative sur la neutralité exige que la Suisse s'en tienne à la neutralité perpétuelle, armée et intégrale et s'oppose fermement à tout rapprochement supplémentaire avec l'OTAN ou la politique de sécurité de l'UE.

L'abolition de l'armée est au programme

Dans son programme de parti, le PS postule la suppression de l'armée et demande en même temps des livraisons d'armes à l'Ukraine en guerre. La gauche rose-verte s'oppose au rétablissement de notre capacité de défense ; elle s'est déjà rendue à des agresseurs potentiels. La politique de la gauche rose-verte, c'est l'abandon de la sécurité et donc de la sécurité de la population suisse.

8. Allègement fiscal sur les primes d'assurance maladie

Cet automne encore, les primes d'assurance maladie devraient augmenter de 5 à 6%. Cette évolution dramatique - surtout pour la classe moyenne - ne doit pas continuer ainsi ! L'UDC demande une augmentation des déductions fiscales pour les primes d'assurance maladie, l'introduction d'une taxe pour les cas mineurs aux urgences hospitalières ainsi qu'une assurance maladie avec un catalogue de prestations fortement limité pour les demandeurs d'asile et les personnes dont le droit de séjour n'est pas clarifié.

Payer encore plus pour la santé

Au lieu de garantir un système d'assurance maladie abordable et sûr, les partis de gauche veulent un système de santé financé par le contribuable pour tous - y compris les demandeurs d'asile qui n'ont jamais payé ou ne paieront jamais de primes ! La gauche rose-verte s'oppose également aux déductions fiscales comme moyen efficace de lutter contre la charge croissante des primes. Cette politique irresponsable a pour conséquence que les primes continuent d'augmenter. Pourtant, les coûts élevés de la santé sont déjà une préoccupation majeure de la population.

9. Assurer la prévoyance vieillesse

Les syndicats veulent une 13^e rente AVS avec un impact financier de plus de 5 milliards de francs par an. La facture sera payée par la population avec une hausse de la TVA et par la population active avec une hausse des déductions salariales. L'UDC rejette cette initiative extrême sur l'AVS. En lieu et place, elle soutient la suppression de la discrimination des couples mariés en matière de rentes AVS via « l'initiative pour des rentes équitables » et elle soutient l'assainissement du 2^e pilier, qui permet de mieux protéger les travailleurs à temps partiel et de renforcer le processus d'épargne.

Encore plus d'impôts et de taxes

La gauche rose-verte demande plus d'argent à distribuer alors que de moins en moins de travailleurs financent l'AVS des retraités. Cela ne marche pas. Les impôts et les taxes ne résolvent pas le problème. Pour des raisons idéologiques, la gauche rejette des solutions simples et praticables, telles que des déductions fiscales pour les retraités ou une exonération d'impôts pour l'AVS.

10. Freiner la croissance des dépenses

Au cours des 30 dernières années, les dépenses fédérales sont passées de 32 milliards (1990) à 88 milliards (2020). Elles ont donc presque triplé. Et en raison des mesures Covid, la dette publique a augmenté de près de 30 milliards de francs en très peu de temps. L'UDC exige un assainissement urgent des finances fédérales, notamment par l'introduction d'un référendum financier, une réduction des dépenses fédérales à un maximum de 65 milliards de francs par an et une limitation de l'aide au développement à 2 milliards de francs, une réduction du personnel fédéral à 35'000 postes à plein temps et la suppression de privilèges coûteux pour les employés de la Confédération (jusqu'à 7 semaines de vacances ou des bonifications de vieillesse de 37% pour la caisse de pension).

Modèle économique de la gauche : dépenser l'argent des autres

La gauche est championne du monde pour distribuer de l'argent qu'elle n'a pas gagné et qui ne lui appartient pas. Elle approuve le milliard de cohésion pour l'UE ou les milliards pour l'aide au développement et fait exploser les dépenses sociales ; elle veut parallèlement faire des économies sur l'armée. Le gonflement de l'Etat par une bureaucratisation constante, sous l'impulsion d'organisations internationales aux missions souvent opaques, tire également l'argent du portemonnaie du citoyen. La politique de la gauche rose-verte est une politique menée sur le dos des contribuables.